



EUROPEAN WOMEN'S  
**LOBBY**  
EUROPEEN DES FEMMES

# L'EUROPE À LA CROISEE DES CHEMINS

**La participation égale des femmes à tous les  
niveaux: condition préalable à la paix, à la  
prospérité et au changement sociétal**

**#FeministEurope #Elections2024**

**Un manifeste par le Lobby Européen des Femmes**

**Sauvegarder et améliorer les droits et le leadership des femmes  
grâce à des mécanismes institutionnalisés fonctionnels**

# SOMMAIRE

Résumé	3
Manifesto	5
Sauvegarder et améliorer durablement les droits des femmes grâce à des mécanismes institutionnalisés / Réaliser la démocratie paritaire et l'égale représentation des femmes	8
Promouvoir l'indépendance économique des femmes vers un modèle économique féministe Mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles perpétuées par le système patriarcal	9
Mettre fin à l'exploitation néolibérale et patriarcale du corps des femmes et des jeunes filles / Garantir l'autodétermination corporelle des femmes	10
Inclure les voix des femmes dans les processus de paix Inclure les femmes de façon pleine et entière dans la transition verte	11
Notes de fin	12
Remerciements, à propos et ressources additionnelles	13

**Malgré des avancées significatives** pour les droits des femmes et des filles en Europe, les récents défis ont montré une fois de plus que les crises ont un impact disproportionné sur les femmes, les filles et les organisations de défense des droits des femmes.

**Dans l'Union Européenne, 1 femme sur 3 a déjà vécu des violences physiques et/ou sexuelles. 1 femme sur 2 a déjà vécu du harcèlement sexuel depuis ses 15 ans!**

L'Europe a commencé à s'engager dans une tendance à la régression effarante. Les stéréotypes de genre et les valeurs patriarcales continuent de prospérer dans nos sociétés. Les femmes sont reléguées à des rôles de soins non rémunérés ou sous-payés et non reconnus, le sexisme rampant les prive de l'égalité des chances et de l'autonomisation dans tous les domaines de la vie. Certains des droits des femmes et des filles les plus fondamentaux et les plus durement acquis ont été révoqués; des femmes meurent encore parce qu'elles n'ont pas accès à l'avortement ou sont tuées par leurs partenaires intimes ou des membres de leur famille actuellement en Europe!

**SUELES 33,4%**  
DES MINISTRES EUROPÉENNES SONT DES FEMMES<sup>2</sup>

**Nous voulons** une Europe où les femmes et les filles, dans toute leur diversité, jouissent de l'égalité des droits et de la participation dans tous les domaines et dans tous les niveaux de la société, et où elles sont libérées de toutes formes d'oppression et d'exploitation.

**L'écart moyen de pensions entre les femmes et les hommes en Europe est de 30%**<sup>3</sup>

**Placer les droits des femmes et des filles au cœur des politiques européennes est indispensable pour réaliser le projet européen de paix, de démocratie, d'inclusion, d'égalité et de solidarité.**

**Nous appelons les décideur·ses européen·nes et nationaux·ales à fournir des fonds et à prendre des mesures contraignantes pour:**

- ✓ **Atteindre une démocratie paritaire et une représentation égale des femmes;**
- ✓ **Soutenir l'indépendance économique des femmes vers un modèle économique féministe;**
- ✓ **Mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles perpétuées par le système patriarcal;**
- ✓ **Mettre un terme à l'exploitation néolibérale et patriarcale des corps des femmes et des filles;**
- ✓ **Garantir l'autonomie du corps des femmes;**
- ✓ **Inclure les voix des femmes dans les processus de construction de la paix;**
- ✓ **Faire intégrer les femmes de façon pleine et entière dans les transitions vertes et digitales.**

**POUR EN SAVOIR PLUS SUR LA MANIÈRE DONT VOUS POUVEZ CONTRIBUER À LA RÉALISATION D'UNE VÉRITABLE égalité entre les femmes et les hommes en Europe, consultez la version complète de notre manifeste ci-dessous.**

## L'Union Européenne devrait:

- Offrir un **soutien actif aux organisations dédiées à la promotion des droits des femmes**, y compris des ressources financières et des espaces sûrs ;
- Adopter une **stratégie d'intégration de la dimension de genre**, y compris la **budgétisation sensible au genre**, à appliquer dans tous les instruments politiques de l'UE et en accordant une attention particulière aux changements majeurs tels que les transitions numérique et verte
- Assurer une **représentation politique égale des femmes et des hommes en politique** par une représentation paritaire de chaque sexe and toutes les instances décisionnelles de l'UE, y compris dans les « emplois supérieurs » de l'UE
- Mener une **analyse de la budgétisation sensible au genre** lors de l'examen à mi-parcours de 2023 du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 ;
- Adopter rapidement la **Directive sur les violences contre les femmes et les violences domestiques**, y compris ses **dispositions relatives à l'exploitation sexuelle et aux cyberviolences contre les femmes** ;
- Proposer l'**inclusion des violences contre les femmes et les filles** à la liste d'**Eurocrimes** afin de garantir l'achèvement d'un cadre législatif européen complet qui s'attaque à toutes les formes de violences à l'égard des femmes et des filles (VAWG) ;
- **Adopter le modèle abolitionniste** au niveau européen et harmoniser la législation communautaire en alignement avec l'**approche fondée sur la lutte contre la demande pour l'achat d'acte sexuel** ;
- Reconnaître la **Santé et les droits sexuels et reproductifs (SRHR)** notamment le **droit à un avortement sûr** comme une partie intégrante des **droits humains des femmes et des filles** et l'inclure dans la **Charte Européenne des Droits Fondamentaux**;
- **Mettre pleinement en œuvre la résolution 1325** du Conseil de sécurité des Nations unies et l'ensemble du programme sur les femmes, la paix et la sécurité ;
- Systématiquement **appliquer l'intégration du genre et adopter une approche intersectionnelle** lorsqu'il s'agit d'**élaborer des politiques et des réglementations en matière de climat**.

## Les États-membres devraient:

- Adopter une **législation contraignante sur les quotas et les listes « zippées »** (listes au sein desquelles les candidatures de femmes et d'hommes sont alternées), en fonction du système électoral, afin de parvenir à la **parité des élu·es** pour les postes de décision politique ;
- Construire, maintenir et investir dans des infrastructures et des **services de soin accessibles, abordables et de qualité**, dans une approche respectueuse des droits humains et du cycle de la vie afin de répondre aux besoins de soin à tous les stades de la vie ;
- Fournir aux **femmes un accès au travail décent et de qualité, notamment un revenu décent, l'égalité salariale, la sécurité, un développement personnel et une protection sociale adéquate**, tout en portant une attention particulière aux femmes aux taux de chômages plus importants et des salaires bas comme les femmes en situation de handicap, les femmes migrantes, les femmes plus âgées et les femmes vivant dans des zones rurales ;
- Fournir un **accompagnement gratuit et facilement accessible à tous·tes, qui soit adapté aux besoins de chaque femme et fille victime de violences**, notamment aux femmes en situation de handicap, aux femmes vivant dans des zones rurales, aux femmes migrantes touchées par le sans-abrisme ;
- Fournir un **soutien efficace aux femmes victimes d'exploitation sexuelle** par la mise en œuvre de **parcours de sortie** comprenant des assistances légales, de santé, de logement et d'emploi ;
- **Garantir l'accès à l'avortement sûr, légal et gratuit à toutes les femmes** qu'importe les circonstances et en portant une **attention particulière aux besoins des groupes minoritaires** comme les femmes migrantes ou les femmes en situation de handicap ;
- Inclure une **éducation affective et sexuelle complète** dans les programmes scolaires, fondée sur l'**autonomie, le respect, la mutualité, le consentement, le sexe sûr et agréable et qui s'attaque au démantèlement des stéréotypes de genre, aux réalités de la violence de la pornographie, de l'objectivisation et la pornification** ;
- Développer des **services de soutien spécialisés pour toutes les femmes et les filles déplacées par la guerre**, y compris un accès universel à des services juridiques, médicaux, psychosociaux et de santé sexuelle et reproductive qui soient **pleinement accessibles et adaptés aux femmes en situation de handicap, aux femmes âgées et aux femmes et filles issues milieux culturels et linguistiques divers** ;
- Saisir l'opportunité de **la transition verte pour s'attaquer aux écarts de rémunération, d'emploi, de revenus à long terme et de pension entre les hommes et les femmes, et pour garantir l'indépendance économique des femmes**.

**PROFITONS DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE 2024**  
POUR ÉTABLIR FERMEMENT LES DROITS DES FEMMES ET L'ÉGALITÉ  
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES AU CŒUR DE L'UE!

**NOS APPELS** 

Après les élections de 2019, il n'y avait que 17 Eurodéputées issues de minorités ethniques représentant seulement

2,4%

de l'ensemble des Eurodéputé·es<sup>13</sup>

Durant la première vague de la pandémie de COVID-19, les femmes ont consacré

18.6 heures

hebdomadaires à l'entretien du domicile et à la cuisine contre

12.1 heures<sup>14</sup> pour les hommes.

SUELES 33,4%  
DES MINISTRES EUROPÉENNES SONT DES FEMMES<sup>12</sup>

## Manifesto

La première femme présidente de la Commission européenne et son cabinet historique composé d'une équipe de commissaires quasi-paritaire, la nomination d'une Commissaire à l'Égalité, l'adoption de la directive tant attendue sur les **Femmes dans les conseils d'administration (Women on board directive)**, d'une directive sur la **Transparence des rémunérations (Directive on Pay Transparency)**, ainsi qu'une proposition de la **Commission européenne relative à une directive sur les violences contre les femmes et la violence domestique (Directive on Violence Against Women and Domestic Violence)** : voilà quelques-unes des récentes **victoires significatives** pour les droits des femmes et pour toutes les personnes en Europe.

Pourtant, face aux multiples défis - la pandémie de COVID-19, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la crise énergétique, la crise climatique et les catastrophes naturelles, l'inflation galopante, le rétrécissement de l'espace et des ressources pour les droits des femmes - les femmes et les organisations de défense des droits des femmes ont été une fois de plus touchées de manière sévère et disproportionnée, et nous avons assisté à l'érosion des femmes en tant que sujets politiques spécifiques. **Il est nécessaire de s'engager fermement à placer les droits des femmes et des filles au cœur des politiques européennes.**

**Pour la première fois en dix ans, les inégalités entre les hommes et les femmes se sont accrues dans les domaines de l'emploi, de l'éducation, de l'état de santé et de l'accès aux services de santé.**<sup>4</sup> Les rôles traditionnels fondés sur les stéréotypes de genre et les valeurs patriarcales sont en augmentation dans nos sociétés, reléguant les femmes à des rôles de soin non rémunérés ou sous-payés et non reconnus, et pesant lourdement sur la participation égale des femmes à l'espace politique et au marché du travail formel. La prévalence du sexisme continue de réprimer et d'opprimer les femmes et les filles, de les maintenir dans une position subordonnée et d'entraver l'égalité des chances et l'autonomisation des femmes et des filles dans tous les domaines. Alors que les disparités entre les États membres de l'UE se sont accrues de manière inquiétante, **l'Europe a commencé à s'engager sur la voie d'un effroyable retour en arrière.** Certains des droits des femmes et des filles les plus fondamentaux et les plus durement acquis ont été abrogés. Il est terrifiant de constater que dans l'Europe actuelle, **des femmes meurent encore d'un défaut d'accès à l'avortement**, comme en Pologne où l'interdiction de facto de ce droit fondamental a causé la mort d'au moins six femmes.<sup>5</sup> Selon les résultats de l'examen de la CEDEF, de nombreux pays refusent également l'accès aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs<sup>6</sup> aux femmes<sup>7</sup> appartenant à des minorités, y compris les femmes en situation de handicap, les demandeuses d'asile et les femmes migrantes.<sup>8</sup> Aucun pays n'est à l'abri de cette atteinte aux droits des femmes. **Par exemple, en France, 113 femmes ont été tuées par leur partenaire ou ex-partenaire en 2021<sup>9</sup> et en Europe, environ 2 600 femmes ont été tuées par leur partenaire intime ou des membres de leur famille en 2020.<sup>0</sup> Malgré l'obligation légale de l'UE d'assurer l'égalité entre les femmes et les hommes et l'intégration de la dimension de genre, c'est-à-dire l'application d'une perspective de genre à toutes les politiques,** les droits fondamentaux des femmes doivent encore être concrétisés dans la pratique.

50

femmes meurent toutes les semaines à cause d'une violence conjugale masculine en Europe<sup>11</sup>

En moyenne, les femmes gagnent

12,7%

de moins par heure que les hommes dans l'UE<sup>15</sup>

06

L'écart moyen entre les femmes et les hommes en matière de pension en Europe est de

30%

impactant l'indépendance économique et la sécurité des femmes âgées<sup>9</sup>

# Nous voulons

Une Europe où **les femmes et les filles dans toute leur diversité jouissent de droits et de participation égaux à toutes les étapes** et à travers tous les niveaux de la société ; où les femmes sont **libres de toute forme d'oppression et d'exploitation**.

**Une Europe de ce type serait bénéfique** à l'ensemble de la société européenne en:

- Augmentant la **légitimité et la représentativité des institutions européennes**;
- Contribuant à **combler le déficit démocratique** entre l'UE et ses citoyens, en particulier ses femmes et ses filles;
- Améliorant l'**efficacité et la réactivité des politiques européennes**;
- **Créant de la richesse**: une égalité de genre amélioré conduirait à un **accroissement de 6.1 à 9.6 points de pourcentage du PIB par habitant de l'UE d'ici 2050**, ce qui représente;
- **Créer de la richesse**: l'amélioration de l'égalité des sexes entraînerait une augmentation de **6,1 à 9,6 points de pourcentage du PIB par habitant de l'UE d'ici 2050**, ce qui représente de **1,95 à 3,15 billions d'euros**;<sup>17</sup>
- Encourageant le taux d'emploi: l'**égalité des chances dans l'enseignement des STIM** et sur le marché du travail entraînerait une **croissance du taux d'emploi de l'UE de 2,1 à 3,5 points de pourcentage d'ici à 2050**.<sup>18</sup>

# Nous faisons appel aux

- **Candidat•es** – pour aborder la **diversité des préoccupations réelles des femmes et des filles dans leurs campagnes** et à **maintenir les droits des femmes parmi les priorités de l'agenda politique** une fois qu'ils sont élu•es !
- **Les partis politiques européens et nationaux et les groupes politiques européens** – afin d'intégrer **une approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes et la budgétisation sensible au genre** dans leurs programmes !
- **Medias** – pour offrir aux électeur•rices des **informations neutres, indépendantes et complètes and une vision complète** de leurs options, en donnant une **place égale aux candidat•es qu'ils soient hommes ou femmes** ; d'augmenter la **visibilité des sujets liés aux droits des femmes** et abandonner une bonne fois pour toute les stéréotypes de genre et l'objectification des femmes !
- **Électeur•rices** – de s'engager, évaluer les antécédents des candidats et leur engagement en faveur des droits des femmes, et **voter pour des leader•euses féministes** !
- **Institutions européens** – pour permettre et assumer la responsabilité de processus électoraux démocratiques, justes et égaux pour les candidat•es qu'ils soient femmes et hommes, où iels sont également en sécurité et bienvenu•es pour utiliser tous les forums publics afin de communiquer avec l'électorat, sans risque d'être confronté•es à la désinformation, à la désinformation sexiste ou au harcèlement en ligne et hors ligne.

Ce n'est **qu'ensemble**, en **ne laissant aucune femme ou fille de côté**, que nous pourrons contrer les défis actuels avec succès. **Les femmes** ne sont pas seulement la moitié de la population mais également des **agentes du changement stratégiques** ; c'est pourquoi les femmes doivent être autonomes et libres de s'investir dans l'ensemble des domaines de la vie, à tous les niveaux, y compris de participer activement à la vie politique en votant, en appartenant à des mécanismes démocratiques, et *cætera*. C'est avec **l'inclusion des femmes et de leur expertise** que nous pourrons trouver des solutions adéquates et conduire une **transition socialement, économiquement et environnementalement justes**.

**LES ÉLECTIONS  
EUROPÉENNES DE  
2024 MARQUERONT  
UN TOURNANT**

**PRENONS NOS  
RESPONSABILITÉS!**

## SAUVEGARDER ET AMÉLIORER DURABLEMENT LES DROITS DES FEMMES GRÂCE À DES MÉCANISMES INSTITUTIONNALISÉS

Les inégalités existantes sont profondément ancrées dans des relations de pouvoirs inégales entre les femmes et les hommes, exacerbées par l'espace de plus en plus restreint pour les droits des femmes ainsi que par la perception erronée que l'égalité accomplie dans le droit conduit à l'égalité de fait. Le progrès « naturel » ne sera pas efficace dans la matérialisation de l'égalité entre les femmes et les hommes – nous devons être proactif·ves.

### NOUS APPELONS LES FUTUR·ES DÉCIDEUR·EUSES EUROPÉEN·NES:

- A adopter une stratégie d'intégration de la dimension de genre, y compris la budgétisation sensible au genre, à appliquer à tous les instruments politiques de l'UE et en accordant une attention particulière aux changements majeurs tels que la transition numérique et la transition verte ;
- A évaluer la Stratégie pour l'Égalité de Genre 2020-2025, inclure les résultats dans une Stratégie pour l'Égalité de Genre 2.0 pour 2025-2030 et inclure un budget dédié dans cette stratégie ;
- A mettre en place une formation du Conseil de l'UE sur les droits des femmes et l'égalité entre les hommes et les femmes ;
- A fournir un soutien proactif aux organisations de défense des droits des femmes, y compris des ressources financières et des espaces sécurisés ;
- A nommer un·e Commissaire européen·ne chargé·e exclusivement des Droits des Femmes et l'Égalité de Genre et de l'application, avec tous les autres commissaires, de l'intégration de la dimension de genre dans tous les portefeuilles ;
- A prendre des mesures ambitieuses, de combattre les stéréotypes de genre, le sexisme et les discours sexistes et leurs conséquences dans tous les secteurs de la société, notamment dans les médias, en ligne, dans l'éducation, sur le marché du travail ; en portant une attention particulière aux mythes et à la désinformation concernant les femmes issues de minorités et aux discriminations intersectionnelles qu'elles subissent fondées sur d'autres motifs à l'instar du handicap, l'ethnie, l'âge, l'orientation ou l'identité sexuelles.

## RÉALISER LA DÉMOCRATIE PARITAIRE ET L'ÉGALE REPRÉSENTATION DES FEMMES

Les femmes ne sont pas une minorité ; elles représentent plus de la moitié de la population. Les femmes ne sont pas un groupe homogène, la manière dont elles expérimentent la vie est conditionnée par une multitude de facteurs. Par conséquent, la représentation diverse et égale des femmes dans les sphères politiques, sociales et économiques est essentielle pour la démocratie européenne.

### NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- Établir des quotas de parité obligatoires dans les listes de candidat·es pour les élections européennes ;
- Veiller à ce que les candidates soient placées à des places éligibles sur les listes électorales de l'UE en rendant obligatoire l'utilisation de quotas et de méthodes permettant d'alterner les candidats et les candidates, telles que les listes « zippées » ;
- Assurer une représentation politique égale des femmes et des hommes en politique par une représentation paritaire de chaque sexe and toutes les instances décisionnelles de l'UE, y compris dans les « emplois supérieurs » de l'UE ;
- Préciser l'obligation pour les partis politiques de désigner à la fois une femme et un homme comme candidat·es principaux·ales sur les listes électorales de l'UE.

### NOS APPELS POUR LES ÉTATS-MEMBRES DE L'UE:

- Proposer des candidat·es au poste de Commissaire de façon à respecter et assurer une représentation égale des femmes et des hommes dans les membres de la Commission européenne ;
- Adopter une législation contraignante sur les quotas et les listes « zippées », en fonction du système électoral, afin d'atteindre la parité des élu·es pour les postes de décision politique ;
- Garantir les droits de vote, d'éligibilité et de participation à la vie démocratique de toutes les femmes, y compris les femmes en situation de handicap qui peuvent encore actuellement être privées de ces droits et/ou être confrontées à des obstacles supplémentaires dans le processus ;
- Adopter, mettre en œuvre de manière adéquate et financer des mesures contraignantes pour garantir la sécurité des femmes lorsqu'elles s'engagent dans l'espace public en ligne ou physique ;
- Assurer la mise en œuvre rapide de la Directive sur les femmes dans les conseils d'administration (Women on Board Directive) pour améliorer la représentation des femmes dans les positions de décision du secteur économique.

En savoir plus



# PROMOUVOIR L'INDÉPENDANCE ÉCONOMIQUE DES FEMMES VERS UN MODÈLE ÉCONOMIQUE FÉMINISTE

Nous devons adopter un **modèle économique féministe** fondé sur la **justice économique, la justice sociale et la justice environnementale**, qui **reconnaisse que le soin est l'épine dorsale de notre société**. Nous devons investir dans l'inversion de la féminisation de la pauvreté qui affecte particulièrement les femmes marginalisées en raison de leur expérience de plusieurs formes de discrimination.

## NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- Intégrer une **perspective de genre dans les politiques fiscales, économiques, sociales et liées à l'emploi** ;
- Veiller à ce que la **Stratégie européenne en matière de soin (European Care Strategy)** s'inscrive dans un cadre de droits humains, adopte une approche holistique du cycle de la vie en reconnaissant que le soin est un élément essentiel de notre économie ;
- D'aller au-delà de cette stratégie pour établir un « **Care Deal pour l'Europe** », au même titre que le Green Deal européen et l'Agenda numérique, avec des investissements réservés similaires à ces derniers ;
- De réaliser une analyse de la budgétisation sensible au genre lors de **l'examen à mi-parcours de 2023 du cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 et d'intégrer la budgétisation sensible au genre dans le futur CFP 2027-2033** ;
- Mettre en place un projet pilote à l'échelle de l'UE avec des objectifs pour **l'intégration d'une perspective genrée dans les décisions budgétaires**, et suivre sa mise en œuvre et ses résultats par l'intermédiaire d'une **Groupe d'intervention dédié** ;
- Adopter des **objectifs européens en matière d'aide et de services de soins reconnaissant le rôle que toutes les femmes, y compris les femmes âgées et les femmes en situation de handicap, jouent en tant qu'aidantes**.

## NOS APPELS POUR LES ÉTATS-MEMBRES DE L'UE:

- Construire, maintenir et investir dans des infrastructures et des **services de soin accessibles, abordables et de qualité, dans une approche respectueuse des droits humains et du cycle de la vie afin de répondre aux besoins de soin à tous les stades de la vie**;
- Fournir aux **femmes un accès au travail décent et de qualité, notamment un revenu décent, l'égalité salariale, la sécurité, un développement personnel et une protection sociale adéquate**, tout en portant une attention particulière aux femmes aux taux de chômage plus importants et des salaires bas comme les femmes en situation de handicap, les femmes migrantes, les femmes plus âgées et les femmes vivant dans des zones rurales;
- Garantir **l'individualisation des droits sociaux** et une **taxation personnelle** (progressive);
- Réaliser des **évaluations des politiques économiques et sociales au prisme de genre** de façon systématique afin d'adresser les causes structurelles de la féminisation de la pauvreté;
- Aborder et corriger les écarts de pension entre les hommes et les femmes dans le cadre de la **réforme des pensions**.

En savoir plus



# METTRE FIN À TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET LES FILLES PERPÉTUÉES PAR LE SYSTÈME PATRIARCAL

La violence à l'égard des femmes et des filles est la violation la plus répandue des droits humains des femmes. La violence masculine est une réalité quotidienne pour de nombreuses femmes et filles en Europe et est l'expression viscérale des inégalités structurelles entre les femmes et les hommes. Il ne peut y avoir de paix et de sécurité tant que les femmes craignent pour leur sécurité dans leur foyer, sur leur lieu de travail et dans les lieux publics en Europe. Dans l'UE, **une femme sur trois a subi des violences physiques et/ou sexuelles et une femme sur deux a été victime de harcèlement sexuel depuis l'âge de 15 ans**.<sup>19</sup>

## NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- Adopter rapidement la **Directive sur les violences à l'égard des femmes et des violences domestiques y compris ses dispositions relatives à l'exploitation sexuelle et les cyberviolences contre les femmes**;
- Suite à l'adhésion de l'UE à la **Convention d'Istanbul, nommer un·e coordinateur·rice de l'UE pour mettre fin à toutes les formes de violence contre les femmes et les filles**, qui assure la cohérence de la mise en œuvre des différents instruments législatifs;
- Veiller à ce que **toutes les formes d'exploitation sexuelle des femmes**, conformément à l'Eurocrime référencé à l'article 83, paragraphe 1, du traité de fonctionnement de l'UE (TFUE), soient **traitées de manière adéquate dans la législation de l'UE**, y compris la prostitution et la maternité de substitution;
- Proposer **l'inclusion des violences contre les femmes et les filles dans la liste des Eurocrimes** afin de garantir l'achèvement d'un cadre législatif européen complet qui aborde toutes les formes de violences contre les femmes et les filles.

## NOS APPELS POUR LES ÉTATS-MEMBRES DE L'UE:

- Ratifier et mettre en œuvre la **Convention d'Istanbul dans son intégralité et sans aucune réserve**, adressant la violence contre les femmes et les filles comme une violation structurel des droits humains et une discrimination, ainsi qu'en appliquant une perspective de genre dans l'ensemble des politiques et des pratiques;
- S'assurer que les **droits des femmes et filles migrantes et réfugiées soient protégés, n particulier lors de l'octroi d'un statut de résident autonome** - les demandes d'asile fondées sur le genre doivent être prises en considération, les procédures d'accueil doivent être sensibles au genre et le principe de non-refoulement doit être appliqué aux victimes de violences à l'encontre des femmes et des filles;
- Mettre en œuvre **intégralement** les dispositions de la **Directive sur les violences contre les femmes et les violences domestiques** une fois adoptée;
- Fournir un **accompagnement gratuit et facilement accessible à tous·tes qui soit adapté aux besoins de chaque victime de violences contre les femmes et de violences domestiques**, notamment aux femmes en situation de handicap, aux femmes vivant dans des zones rurales, aux femmes migrantes ou touchées par le sans-abrisme.

En savoir plus



## METTRE FIN À L'EXPLOITATION NÉOLIBÉRALE ET PATRIARCALE DU CORPS DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES

La traite à des fins d'exploitation sexuelle reste la forme d'exploitation la plus répandue dans l'UE. La grande majorité des victimes sont des femmes (87%).<sup>20</sup> **La traite à des fins d'exploitation sexuelle n'existerait pas sans la demande**: c'est pourquoi nous devons lutter contre la prostitution et l'exploitation sexuelle, qui sont des formes de violence à l'égard des femmes et des filles.

### NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- Adopter le modèle abolitionniste au niveau européen et harmoniser les législations européennes en alignement avec l'approche fondée sur la lutte contre la demande pour l'achat d'acte sexuel ;
- Assurer une transposition effective de la Directive 2011/36/EU pour combattre le trafic d'êtres humains avec un accent mis sur une analyse de genre et sur le trafic pour l'exploitation sexuelle ;
- Assurer le maintien du mandat d'un coordinateur de la lutte contre la traite des êtres humains, autonome et à temps plein, afin de garantir la mise en œuvre de la directive relative à la lutte contre la traite des êtres humains et d'étendre leur mandat à la suite de l'introduction d'une législation sur l'exploitation sexuelle afin de superviser également la mise en œuvre de tous les aspects liés à la lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, conformément à l'article 83, paragraphe 1 du TFUE;
- Veiller à une cohérence avec la CEDAW et sa recommandation générale 38 dans tous les cadres législatifs et reconnaître les liens entre le trafic et la prostitution.

### NOS APPELS AUX ÉTATS-MEMBRES:

- Apporter un soutien efficace aux femmes victimes d'exploitation sexuelle par la mise en œuvre de parcours de sortie y compris un soutien légal, de santé, de logement et dans l'emploi ;
- Supprimer la conditionnalité de la sanction liée au fait que l'on " sait " que la personne est victime de la traite ;
- De développer et de financer des infrastructures et des services spécifiques adaptés aux groupes les plus vulnérables à la traite et à l'exploitation sexuelle, tels que les femmes issues de minorités, les femmes migrantes, les femmes jeunes, les femmes en situation de handicap, les femmes en situation de pauvreté ou ayant des antécédents de maltraitance, y compris des refuges, des services d'assistance téléphonique et des professionnel·les formé·es.

En savoir plus



## GARANTIR L'AUTODÉTERMINATION CORPORELLE DES FEMMES

La coercition reproductive et le refus de soins d'avortement sûrs et légaux constituent une forme de violence à l'égard des femmes et des filles.

### NOTRE APPEL À L'UNION EUROPÉENNE:

- Reconnaître la Santé et les Droits Sexuels et Reproductifs, y compris le droit à un avortement sûr, une partie intégrante des droits humains des femmes et des filles et les inclure dans la Charte européenne des droits fondamentaux.

### NOS APPELS AUX ÉTATS-MEMBRES:

- Garantir l'accès à un avortement sûr, légal et gratuit à toutes les femmes, quelles que soient les circonstances et en accordant une attention particulière aux besoins des groupes minoritaires tels que les femmes migrantes ou les femmes en situation de handicap ;
- Garantir un accès libre, qualitatif et égal à une gamme complète de contraceptifs, y compris les contraceptifs d'urgence, et soutenir des recherches additionnelles visant à réduire le risque d'effets secondaires nocifs des contraceptifs féminins, ainsi qu'à développer et commercialiser de nouvelles formes de contraceptifs masculins ;
- D'inclure dans les programmes scolaires une éducation affective et sexuelle complète basée sur l'autonomie, le respect, la mutualité, le consentement, des relations sexuelles sûres et agréables et s'attaquant aux stéréotypes de genre, aux réalités de la violence de la pornographie et à l'objectivation et à la pornification des femmes ;
- Prévenir, interdire et criminaliser les mutilations génitales féminines et la contrainte à d'autres chirurgies électives, ainsi que toutes les autres formes de violence fondée sur le sexe et d'abus de la sexualité des femmes et des droits reproductifs inclus dans la Convention d'Istanbul, tels que l'avortement forcé, le mariage forcé et la stérilisation forcée, y compris pour toutes les femmes et les filles en situation de handicap.

En savoir plus



# INCLURE LES VOIX DES FEMMES DANS LES PROCESSUS DE PAIX

Les femmes supportent toujours les réalités crues de toutes les guerres et conflits armés. Non seulement elles sont celles qui doivent fuir leur pays de façon disproportionnée, mais leurs corps sont aussi les champs de bataille sur lesquels les bourreaux revendiquent la victoire, comme le prouve une fois de plus la guerre en Ukraine. Pourtant, les femmes restent essentielles pour assurer le fonctionnement des sociétés en temps de guerre. **Toutes les réponses de l'UE aux guerres et aux conflits doivent donc inclure une dimension d'égalité entre les femmes et les hommes.**

## NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- **Mettre en œuvre intégralement la Résolution 1325 du conseil de Sécurité des Nations Unies** et l'ensemble de son agenda sur les Femmes, la paix et la sécurité ;
- Favoriser et budgetiser la **Culture de la Paix sur les Moyens et Longs termes** ;
- Veiller à ce que les **organisations de défense des droits des femmes soient incluses dans les processus décisionnels** (les négociations de paix, la construction et consolidation de la paix, *et caetera*) ;
- **Réaliser un audit/une évaluation genrée des programmes et politiques de reconstruction** afin d'évaluer l'impact sur l'égalité des sexes et les droits des femmes et d'effectuer un suivi effectif.

## NOS APPELS AUX ÉTATS-MEMBRES:

- Développer **des services de soutien spécialisés pour toutes les femmes et les filles déplacées par la guerre**, y compris un accès universel à des services juridiques, médicaux, psychosociaux et de santé sexuelle et reproductive qui soient **pleinement accessibles et adaptés aux femmes en situation de handicap, aux femmes âgées, ainsi qu'aux femmes et aux filles issues de divers milieux culturels et linguistiques** ;
- Veiller à ce que les **services de soutien aux femmes et aux filles migrantes soient dispensés par un personnel spécialement formé**, notamment en matière de violence à l'égard des femmes et des filles et d'exploitation sexuelle.

En savoir plus



# INCLURE LES FEMMES DE FAÇON PLEINE ET ENTIÈRE DANS LA TRANSITION VERTE

L'intersection du genre, de l'ethnie, de l'origine, du handicap et d'autres facteurs, y compris les inégalités sociales mondiales, **fait du changement climatique un enjeu féministe**. Les femmes sont disproportionnellement touchées par les impacts de la crise climatique, tout en étant de **puissantes agentes de changement environnemental** qui doivent être pleinement impliquées dans la transition verte.

## NOS APPELS À L'UNION EUROPÉENNE:

- Systématiquement **appliquer l'intégration du genre et d'adopter une approche intersectionnelle** lorsqu'il s'agit d'encadrer les politiques et réglementations climatiques ;
- **Appliquer la budgétisation sensible au genre aux financements climatiques et durables.**

## NOS APPELS AUX ÉTATS-MEMBRES:

- **Augmenter la représentation des femmes dans la prise de décision au sein des administrations locales et des ministères liés au climat** ;
- **Prévenir de manière proactive l'escalade de la pauvreté énergétique** qui affecte les femmes de façon disproportionnée ;
- Saisir l'opportunité de la **transition verte pour s'attaquer aux écarts de rémunération, d'emploi, de revenus à long terme et de pension entre les hommes et les femmes, et pour garantir l'indépendance économique des femmes** ;
- Mettre pleinement en œuvre les conclusions concertées sur les femmes, le genre et le climat de la Commission de la condition des femmes (E/CN.6/2022/L.7)<sup>21</sup>.

En savoir plus



## NOTES DE FIN

1 Fundamental Rights Agency, Violence against women: an EU-wide survey, 2014:

[https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/fra-2014-vaw-survey-main-results-apr14\\_en.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2014-vaw-survey-main-results-apr14_en.pdf)

2 EIGE 2022 Gender Equality Index

3 <https://www.equalpayday.be/europa/>

4 EIGE 2022 Gender Equality Index

5 <https://www.euractiv.com/section/health-consumers/news/polands-de-facto-abortion-ban-risks-lives-says-mep/>

6 [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FCOC%2FSVN%2F51818&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FCOC%2FSVN%2F51818&Lang=en)

7 [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FCOC%2FHUN%2F51815&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=INT%2FCEDAW%2FCOC%2FHUN%2F51815&Lang=en)

8 [https://tbinternet.ohchr.org/\\_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2FC%2FBEL%2FCO%2F8&Lang=en](https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CEDAW%2FC%2FBEL%2FCO%2F8&Lang=en)

9 <https://www.noustoutes.org/comprendre-les-chiffres/>

10 <https://eige.europa.eu/publications/improving-legal-responses-counter-femicide-european-union-perspectives-victims-and-professionals>

11 <https://www.womenlobby.org/EWL-unveils-a-new-factsheet-on-violence-against-women>

12 EIGE 2022 Gender Equality Index

13 [https://www.enar-eu.org/wp-content/uploads/2019\\_06-Racial-diversity-EU-Parliament-elected-MEPs.pdf](https://www.enar-eu.org/wp-content/uploads/2019_06-Racial-diversity-EU-Parliament-elected-MEPs.pdf)

14 EIGE 2021 Gender Equality Index 2021

15 [https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/equal-pay/gender-pay-gap-situation-eu\\_en](https://commission.europa.eu/strategy-and-policy/policies/justice-and-fundamental-rights/gender-equality/equal-pay/gender-pay-gap-situation-eu_en)

16 <https://www.equalpayday.be/europa/>

17 <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/policy-areas/economic-and-financial-affairs/economic-benefits-gender-equality>

18 EIGE. Economic Benefits of Gender Equality in the European Union Overall economic impacts of gender. Available here: <https://eige.europa.eu/gender-mainstreaming/policy-areas/economic-and-financial-affairs/economic-benefits-gender-equality>

19 Fundamental Rights Agency, Violence against women: an EU-wide survey, 2014: [https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra\\_uploads/fra-2014-vaw-survey-main-results-apr14\\_en.pdf](https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2014-vaw-survey-main-results-apr14_en.pdf)

20 EUR-Lex - 52022DC0736 - EN - EUR-Lex (europa.eu)

21 <https://www.undocs.org/Home/Mobile?FinalSymbol=E%2FCN.6%2F2022%2FL.7&Language=E&DeviceType=Desktop&LangRequested=False>

**RÉAFFIRMONS UNE VOLONTÉ POLITIQUE FORTE ET  
ALLOUONS DES RESSOURCES SUBSTANTIELLES POUR TENIR LES ENGAGEMENTS  
DE L'UE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES!**

## REMERCIEMENTS

**Le Lobby européen des femmes (LEF) tient à souligner la contribution de ses organisations membres nationales et à remercier chaleureusement toutes les représentant·es qui ont pris le temps de faire bénéficier le Secrétariat du LEF de leur expertise et de leur retour d'information national, en particulier le groupe de travail sur les femmes en politique.**

Rédactrices: Jérphine Andolfatto & Mirta Baselovic

Collaboratrices: Laura Kaun & Konstantina Vardaramatou

Conception: Esther Rizo Casado

Présidente: Réka Sáfrány

Secrétaire générale par intérim: Mary Collins

**Ce rapport a été financé par l'Union européenne. Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité du Lobby européen des femmes et ne reflète pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.**



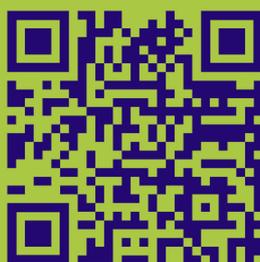
Funded by  
the European Union

## À PROPOS DU LOBBY EUROPÉEN DES FEMMES

Fondé en 1990, le Lobby européen des femmes (LEF) est le plus grand réseau européen d'associations de femmes, représentant plus de 2 000 organisations dans l'UE, qui s'unissent pour faire campagne en faveur de leur vision commune d'une Europe féministe. Le LEF compte des membres dans 26 États membres de l'UE, trois pays candidats (République de Macédoine du Nord, Serbie, Turquie), l'Islande et le Royaume-Uni, ainsi que 17 organisations européennes représentant la diversité des femmes et des jeunes filles en Europe.

Avec nos membres, nous visons à influencer le grand public et les institutions européennes pour promouvoir les droits humains des femmes et de l'égalité entre les femmes et les hommes.

## RESSOURCES ADITIONNELLES



Scanner!

 @EuropeanWomen

 @europeanwomenlobby

 EuropeanWomen

**METTONS DÉFINITIVEMENT UN TERME AU SYSTÈME PATRIARCAL ET AUX ATTITUDES  
PORTANT ATTEINTE À LA DIGNITÉ DE TOUTES  
LES FEMMES ET METTENT EN DANGER LA  
VIE DES FEMMES ET DES JEUNES FILLES!**

<https://www.womenlobby.org/>

Lobby européen des femmes, juin 2023.



EUROPEAN WOMEN'S  
**LOBBY**  
EUROPEEN DES FEMMES